

CONTRE l'État d'urgence,

L'URGENCE

SOCIALE et DÉMOCRATIQUE !

★ État d'urgence prolongé, projet de réforme constitutionnelle intégrant la déchéance de nationalité et l'état d'urgence, projet de réforme de la procédure pénale augmentant les pouvoirs policiers: les sinistres attentats terroristes qui ont émaillé l'année 2015 ont été le déclencheur d'une véritable fuite en avant sécuritaire du gouvernement Hollande-Valls.

Pas une semaine en effet sans que le gouvernement ne cherche à augmenter encore les pouvoirs de police.

Il faut bien sûr agir contre le terrorisme mais en quoi les mesures proposées seraient-elles d'une quelconque efficacité ?

À quoi peut donc servir l'instauration de l'état d'urgence si ce n'est à empêcher les mobilisations citoyennes, à l'instar des manifestations contre la Cop 21 interdites ou de la répression contre des syndicalistes !?

À quoi servira la déchéance de nationalité si ce n'est à stigmatiser les binationaux et plus globalement les musulmans ou supposés tels ?

★ Avec la réforme de la procédure pénale le gouvernement veut mettre en place un état d'urgence permanent.

Qu'il s'agisse des perquisitions de nuit, de la fouille des véhicules, des bagages, des contrôles d'identité, des assignations à résidence, le projet du gouvernement est d'attribuer des pouvoirs étendus à la police et aux préfets qui n'en manquent pourtant pas.

Le gouvernement a même cédé aux policiers qui exigeaient de pouvoir porter leur arme en dehors de leur service ou bien en proposant une conception extensive de la légitime défense, tout cela augmentant les risques de bavures policières, pourtant déjà nombreuses.

C'est l'État de droit qui cède à l'État d'exception !

★ La défense des droits démocratiques fait partie de la lutte sociale.

Il faut refuser toutes ces mesures et leur logique répressive et autoritaire. Ce sont celles d'une Cinquième République à bout de souffle, celles d'un gouvernement qui veut imposer et mettre en scène une prétendue « unité nationale » pour étouffer les luttes et la démocratie.

C'est l'intégralité de la politique du gouvernement sur le terrain social et démocratique qui doit être combattue.

Nombreuses sont les organisations qui refusent cette logique et la politique du gouvernement, c'est un point d'appui. De nombreuses initiatives sont prises, appels, meetings, pétitions ; il s'agit de les faire converger.

Il y a urgence à ce qu'une vaste coalition unitaire mène une grande campagne de conviction, expliquant que le terrorisme de Daesh ne saurait être combattu par la restriction des droits démocratiques mais qu'au contraire, c'est en réaffirmant les idées de solidarité, d'égalité, en refusant radicalement tous les amalgames racistes qu'une issue est possible.

Mais pour cela, il faut que le monde du travail, les femmes, les jeunes retrouvent le chemin des mobilisations.



AU HAVRE, à l'appel du Comité Havrais
pour la Défense des Libertés Fondamentales :
RASSEMBLEMENT
Samedi 30 janvier à 14h30
Jardins de l'Hôtel de Ville

26 rue Malmaison - 93170 Bagnolet • contact@ensemble-fdg.org